

OPINION

redaction.union@sonapresse.com

Crises climatiques et sanitaires : des opportunités pour repenser le développement du Gabon

Pr Jean Damien MALOBA-MAKANGA*

UNE bonne analyse et une étude approfondie des incidences climatiques en cette période de crise sanitaire liée au nouveau coronavirus (Covid-19) peuvent offrir des opportunités insoupçonnées au bénéfice du pays. L'une des préoccupations environnementales majeures du début du XXI^e siècle, à l'échelle planétaire, est incontestablement le changement climatique imputable essentiellement aux activités anthropiques. Pour se démarquer de l'administration précédente, qui avait rejeté l'accord de Paris sur le climat, le nouveau président des États-Unis a organisé une conférence virtuelle, du 22 au 23 avril, ayant pour objet les changements climatiques. Cette importante conférence a vu la participation d'une quarantaine de pays, dont le Gabon qui marquait ainsi son intérêt renouvelé pour cette cause de portée mondiale. Il est heureux qu'il en soit ainsi puisqu'à l'instar de tous les pays de la zone équatoriale, le paramètre météorologique qui permet de déterminer le climat au Gabon est la pluviométrie. Mais en quoi les enjeux climatiques en question sont-ils importants pour le Gabon aujourd'hui ? Ils le sont d'abord par le fait que le changement climatique se caractérise notamment par une augmentation ou une baisse anormale de la pluviométrie. Il est constant, par exemple, que les précipitations extrêmes engendrent des glissements de terrain à Libreville, surtout dans des quartiers où prédominent les constructions anarchiques. Ces mouvements de masse ont même endeuillé de nombreuses familles. De même, des crues inondantes, à la suite de fortes précipitations, ont parfois perturbé les activités socio-économiques des villes secondaires situées en bordure des cours d'eau comme l'Ivindo (Makokou), la Ngounié (Mouila), la Lolo (Koula-Moutou), la Mpassa (Franceville), l'Ogooué (Lambaréné). **" La lutte contre le changement climatique : une opportunité**

de développement, un moteur de croissance, y compris pour l'Afrique ".

Par ailleurs, les modifications climatiques peuvent affecter aussi l'agriculture traditionnelle largement répandue dans notre pays. Ce secteur d'activité pourrait être impacté négativement par un excès d'eau (saison des pluies anormalement longue/fortes intensités de précipitations sur une courte période) ou, au contraire, par une baisse drastique de l'eau (sécheresse prolongée et donc un raccourcissement de la saison des pluies). Plusieurs autres secteurs, notamment la production d'eau et d'électricité, les transports (terrestres, aériens, maritimes), la santé, les bâtiments et travaux publics, le sport, le tourisme, les manifestations culturelles pratiquées en plein air... peuvent être affectés par des conditions météorologiques extrêmes.

Ainsi, les reports ou annulations des manifestations sportives ou culturelles, les retards des travaux des chantiers de construction, les accidents aériens ou de la voie publique imputables au mauvais temps... ont un coût financier qui peut conduire l'État, en fonction de la gravité des dégâts, à dédommager les victimes. Précisons que si, du fait des changements climatiques, ces catastrophes naturelles deviennent plus violentes et plus récurrentes sur la majeure partie du territoire, l'État, dans le cadre de ses missions régaliennes, pourrait éprouver d'énormes difficultés à procéder, dans des délais raisonnables, à la réparation des dégâts provoqués par celles-ci. Comme on le voit, les phénomènes climatiques extrêmes ne constituent donc pas une vue de l'esprit, il s'agit bien de conditions météorologiques particulières dont la réalisation peut impacter négativement la vie de toutes les sociétés. D'où l'importance d'une gestion stratégique des crises à l'aide d'une base de données fiables pouvant permettre des analyses prospectives efficaces. Or, au Gabon, on note une insuffisance qualitative et quantitative de données statistiques concernant de nombreux secteurs d'activités socio-économiques. Pour combler cette lacune, il serait souhaitable que le gouverne-



Pr Maloba Makanga.

ment puisse consentir d'importants efforts budgétaires en la matière. Parce qu'il est parfaitement au fait de ces réalités exigeantes, le président de la République gabonaise, chef de l'État, son Excellence Ali Bongo Ondimba, a su faire montre d'une extrême clairvoyance en cernant, avant bien d'autres dirigeants du monde, la complexité des enjeux liés aux changements climatiques. Ce n'est pas un hasard s'il a été invité par son homologue américain à prendre une part active au sommet pour le climat. Cela représente, à l'évidence, la reconnaissance internationale de son leadership dans la lutte contre les changements climatiques. À ce titre, plaidant au cours de cette conférence la cause des pays du Sud, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a dit qu' " il faut agir avec plus de vigueur au niveau mondial pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et donner aux pays du Sud les moyens d'adapter leurs économies pour relever le défi décisif pour l'avenir de notre planète et notre humanité ". Ce plaidoyer du président de la République fait en réalité écho à une prise de position commune maintes fois exprimée lors des rencontres internationales sur le climat, selon laquelle les moyens affectés à l'adaptation aux changements climatiques sont insuffisants et la procédure de leur décaissement complexe. À l'opposé, les pays du Nord, dits riches, pour justifier la modicité des moyens mis à disposition, pointent, entre autres aspects, la non-pertinence des politiques ou projets proposés par les pays pauvres. Pour frapper d'invalidité cet argument, le chef de l'État gabonais affirme que : " La lutte contre le changement climatique doit être une opportunité de développement,

un moteur de croissance, y compris pour l'Afrique ".

" La production d'une carte pédologique à une échelle utilisable par les opérateurs du secteur agricole "

Il faut donc que le Gabon arrive à capter un maximum de fonds destinés au développement de l'économie verte. À titre d'exemple, le secteur agricole pourrait, du fait de la spécificité du Gabon (importantes terres arables, pluviométrie abondante...), bénéficier des financements des fonds verts. Une telle orientation est d'autant plus justifiée que la fermeture des frontières terrestres, décidée dans le cadre des mesures de lutte contre l'émergence de la Covid-19, a fortement perturbé l'approvisionnement en denrées alimentaires des grands marchés de Libreville. Pour transformer les menaces liées, d'une part, à la Covid-19 et, d'autre part, aux conséquences du changement climatique en opportunités économiques, le Gabon devrait saisir cette opportunité pour booster davantage le secteur agricole afin d'assurer son autosuffisance alimentaire.

Pour ce faire quelles sont les conditions à satisfaire ? En raison de la faible instruction des paysans, l'activité agricole au Gabon est rythmée par les saisons climatiques. Aussi l'amélioration de cette agriculture pluviale passe-t-elle par une maîtrise du calendrier agricole dont la précision dépend de la qualité des données météorologiques. Une amélioration de la productivité agricole nécessite non seulement l'installation des stations agroclimatologiques afin de procéder à des analyses plus fines sur des territoires tournés vers la production agricole, mais aussi la production d'une carte pédologique à une échelle utilisable par les opérateurs du secteur agricole. L'autre aspect important de la question est le renforcement de la formation aux métiers de la terre qui commande la création des lycées (ou centres de formation professionnelle) agricoles et la réhabilitation de l'École des cadres ruraux d'Oyem dont les diplômés auront pour mission d'encadrer les agriculteurs sur l'ensemble du territoire. La viabilité de telles réformes dépend aussi et surtout du

renforcement des circuits ou des mécanismes de collecte des produits agricoles. Dans ce sens, les collectivités locales devraient avoir un rôle majeur dans la collecte des produits agricoles, laquelle devrait se faire de manière régulière. La régularité de la collecte des produits dépendant également de la qualité du réseau routier, qui doit être praticable en toutes saisons, il serait souhaitable que plusieurs localités soient désenclavées pour ne pas décourager les paysans qui y résident. En dépit des avancées notables constatées dans la réalisation du réseau routier par le chef de l'État, le gouvernement devrait donc s'atteler à chercher des partenaires pouvant permettre au Gabon de rendre praticable, en toutes saisons, les voies secondaires sur l'ensemble du territoire.

Mais pour être davantage crédible auprès des bailleurs de fonds, le Gabon devrait gérer de façon orthodoxe, conformément à l'éthique de la bonne gouvernance, les fonds mis à sa disposition par les partenaires au développement et traquer ceux qui détournent les deniers publics. Il s'agit là d'un autre cheval de bataille du président de la République que le gouvernement se doit d'internaliser en renforçant notamment la sensibilisation et surtout les contrôles des administrateurs délégués de crédits.

En définitive, à travers le seul exemple du secteur agricole, la démonstration est faite qu'il s'agit d'enclencher un processus de développement intégré au Gabon. La crise sanitaire actuelle et les conséquences liées aux changements climatiques à venir devraient dans cette optique servir de levier pour la mise en place d'une politique cohérente qui fournirait de manière régulière des données utiles à la conception des projections fiables dans tous les domaines et pour assurer un développement économique inclusif et participatif. La décentralisation effective des collectivités locales devrait contribuer puissamment à la réussite d'un tel processus.

*Laboratoire d'analyse spatiale et des environnements tropicaux (LANASPET), Université Omar Bongo (UOB)